

Réponses de TotalEnergies aux questions du journal Le Monde adressées le 8 novembre 2024

Vous nous avez adressé des questions dans le cadre du projet Mozambique LNG nous interrogeant sur des civils qui auraient été détenus par les forces armées mozambicaines à partir de juin 2021, ainsi que sur les liens entre Mozambique LNG et les forces de sécurité mozambicaines.

Nous avons interrogé Mozambique LNG, dont nous sommes partenaire, et vous transmettons ci-dessous les éléments de réponse que nous avons recueillis.

Au préalable, il convient de rappeler qu'à partir de 2017 le Cabo Delgado a été le théâtre d'attaques menées par un groupe terroriste affilié à l'État Islamique contre les populations civiles. L'arrestation de civils que vous évoquez dans vos questions se serait déroulée après l'attaque terroriste de la ville de Palma en mars 2021 où l'État Islamique a commis de terribles exactions contre des civils. À cette date, les terroristes contrôlaient une grande partie de l'est et du nord de la province.

Le terrain concédé par le Gouvernement mozambicain aux différents projets de gaz naturel liquéfié, notamment celui de Mozambique LNG, se situe sur la péninsule d'Afunji. La péninsule d'Afunji abrite également un nombre de communautés dont celles que vous citez dans vos questions. Les installations se trouvant sur le terrain dédié aux projets étaient protégées par une force de sécurité composée de militaires et de policiers (Joint Task Force ou JTF) dont la fonction était la protection de la péninsule d'Afunji. Cette JTF avait un commandement dédié.

A partir de fin mars 2021, plus de 25 000 personnes fuyant les attaques de Palma se sont réfugiées dans la péninsule d'Afunji, dans un contexte d'insécurité avec des attaques régulières de l'État Islamique dans toute la zone. À compter du 2 avril 2021, Mozambique LNG a évacué le personnel qui restait encore sur son site, n'étant plus en mesure d'assurer ses opérations. L'armée du Mozambique a pris le contrôle de l'aéroport et du port de la zone.

N'ayant plus aucun personnel sur le site d'Afunji à partir du 2 avril 2021 et ce jusqu'au mois de novembre 2021, Mozambique LNG est toutefois resté pendant cette période en contact téléphonique avec les communautés locales et avec la JTF.

« Questions »

- Dans un [reportage télévisé](#), le colonel Francisco Mauricio Assane, commandant de la Zone d'opération spéciale d'Afunji, affirme avoir capturé 39 insurgés entre le 21 et

le 23 juin à Palma et à Monjane, un village situé à cinq kilomètres du site de Total. Selon nos informations, certains prisonniers qui apparaissent dans ce reportage ont été enfermés dans des conteneurs par les soldats qui s'expriment devant la caméra. Ces conteneurs se trouvaient dans l'enceinte du site de TotalEnergies. Qu'est-il advenu de ces 39 prisonniers ? Les militaires et policiers visibles dans cette vidéo font-ils partie de la Joint Task Force chargée de protéger le site d'Afungi ?

- *Selon plusieurs témoignages concordants, à partir de fin juin 2021, plusieurs dizaines de civils ont été arbitrairement détenus dans des conteneurs métalliques sur le site de TotalEnergies, pour certains pendant plusieurs semaines, par des soldats mozambicains. Ils disent avoir été privés d'eau et de nourriture, et subi des actes de torture et des humiliations. Confirmez-vous que de tels événements se sont déroulés sur votre site?*
- *Selon nos informations, après que TotalEnergies a [évacué le site](#) en mars 2021, ses équipes ont gardé un contact régulier avec les membres de la Joint Task Force sur place. La Joint Task Force a-t-elle évoqué la détention d'individus sur le site de TotalEnergies ? »*

Réponse

Nous comprenons que vous faites référence à un reportage diffusé par la télévision mozambicaine le 3 juillet 2021, dans lequel le commandant des forces armées du théâtre nord des opérations explique conduire des combats contre des groupes terroristes. Cet officier n'était pas membre de la JTF chargée de la protection du site de Mozambique LNG.

En l'absence de précision de votre part, nous en déduisons que les informations auxquelles vous faites référence sont les propos du journaliste Alexander Perry selon lesquelles des personnes auraient été détenues dans des conteneurs situés à l'entrée du site d'Afungi concédé aux projets de GNL et auraient été victimes d'abus. A notre connaissance, des conteneurs avaient été installés à l'orée de la zone des projets de GNL sur la péninsule d'Afungi, mais non pas dans l'enceinte du site de Mozambique LNG comme vous le suggérez dans votre question. Mozambique LNG a procédé à une revue interne des documents et informations à sa disposition à l'époque des faits rapportés : échanges avec la JTF, registre des griefs émis par les communautés durant et après la période d'avril à novembre 2021 dans le cadre du dispositif de traitement des plaintes mis en place par Mozambique LNG, revue des communications téléphoniques avec les communautés, revue de tous les rapports d'une ONG locale qui était sur place et bénéficiait du soutien de Mozambique LNG, revue des rapports d'une société logistique apportant un support à la JTF, revue des audits réalisés par des spécialistes de droits humains en 2022 et des enquêtes menées par des consultants en activités socio-économiques auprès des communautés locales en 2023 et

2024. Ces revues n'ont permis d'identifier aucune information rapportée à Mozambique LNG qui permettrait de corroborer les propos de M. Perry.

Mozambique LNG tient à souligner que le système de traitement des griefs mis en place fonctionnait effectivement et a permis aux communautés de rapporter à Mozambique LNG des abus par les forces de sécurité, y compris pendant la période que vous mentionnez. Comme Mozambique LNG l'a déjà expliqué dans une lettre publiée sur notre site internet (lien [ici](#)), ni Mozambique LNG ni TotalEnergies n'ont eu accès à des informations corroborant les propos de Monsieur Perry.

Suite à la publication de l'article écrit par M. Perry dans Politico le 26 septembre 2024, nous avons demandé à Mozambique LNG de se rapprocher du ministère de la Défense mozambicain, qui a indiqué ne pas avoir eu connaissance de tels faits. Le 11 octobre 2024, le ministère de la Défense du Mozambique a publié un communiqué de presse réfutant les allégations de M. Perry et invitant à une enquête transparente et impartiale sur les faits allégués. Mozambique LNG a écrit aux autorités mozambicaines pour leur demander qu'une enquête soit effectivement ouverte. À notre connaissance, une investigation a été ouverte par le procureur général du Mozambique.

« Questions »

- *TotalEnergies a signé [un protocole d'accord](#) avec les ministères de la Défense et de l'Intérieur du Mozambique pour assurer la sécurité du site de l'entreprise à Afungi. Il prévoit la création d'une Joint Task Force composée de membres de l'armée et de la police mozambicaines, auxquels TotalEnergies fournit un soutien logistique et [verse une prime](#) conditionnée au respect des droits humains. Pourtant, des abus perpétrés par les forces armées mozambicaines avaient déjà été [documentés par Human Rights Watch](#) dès 2018. Pourquoi avoir choisi de conclure un accord confiant la sécurité du site de TotalEnergies à ces forces armées?*
- *En décembre 2020, un "[Human Rights Due Diligence Assessment](#)" effectué par LKL International Consulting pointait un risque concernant la relation entre TotalEnergies et la Joint Task Force : "The nature of the relationship with the JTF puts the Project in a position of potentially contributing to adverse impacts on human rights that are caused by members of the JTF." Qu'avez-vous fait pour atténuer ce risque?*
- *Selon nos informations, des rapports rédigés par les équipes de TotalEnergies mentionnent des exactions commises par les membres de la Joint Task Force dès avril 2021 : limitation de la liberté de déplacement, extorsion, violence physique, arrestations, disparitions et torture. Confirmez-vous cette information ? Si oui, avez-vous mené une enquête sur ces événements? Quelles actions avez-vous entreprises pour faire cesser ces exactions?*

- *Selon nos informations, les primes de certains membres de la Joint Task Force, conditionnées au respect des droits humains, n'ont pas été suspendues avant août 2021. Confirmez-vous cela?"*

Réponse

Le protocole d'accord auquel vous faites référence est un Memorandum of Understanding (MOU) conclu entre les projets de GNL de la péninsule d'Afungi, dont Mozambique LNG, et l'Etat mozambicain. Il avait pour objectif de s'assurer que les forces de sécurité mozambicaines qui protégeaient le site d'Afungi disposaient de moyens adéquats et étaient correctement sensibilisées et formées aux questions touchant au respect des droits humains, en application des principes volontaires sur la sûreté et les droits humains (VPSHR - lien [ici](#)). Nous rappelons que Mozambique LNG ne recourt pas à des sociétés militaires privées afin de protéger ses installations. Il revient en effet aux forces régaliennes de sécurité de protéger les citoyens et les biens. Comme vous l'aurez noté dans le rapport de Jean Christophe Rufin (lien [ici](#)), l'armée mozambicaine disposait en 2021 de ressources limitées, et les projets GNL de la péninsule d'Afungi dont Mozambique LNG ont souhaité s'assurer que les membres de la JTF bénéficient de moyens humains décents, par exemple une alimentation régulière.

De la même manière, comme vous l'indiquez en faisant référence au rapport LKL commandité par Mozambique LNG et rendu public sur le site de Mozambique LNG (lien [ici](#)), un environnement sécuritaire dégradé donne lieu à des risques accrus. Ce rapport préconise que des mesures de gestion de ces risques soient être mises en œuvre, ce que Mozambique LNG a fait. À ce titre, le MOU prévoyait des formations en matière de sûreté et de droits humains, une incitation à respecter des droits humains sous forme d'une compensation VPSHR supplémentaire, et enfin un système de griefs et d'investigations qui a fonctionné durant toute la période de mise en œuvre du MOU. Il a été mis fin au MOU en octobre 2023 suite à la revue de Jean Christophe Rufin qui a constaté que les conditions avaient évolué depuis 2021, la JTF ayant désormais accès à des conditions matérielles adéquates pour l'exercice de sa mission.

En cas d'abus rapporté, Mozambique LNG disposait de plusieurs moyens d'actions. Mozambique LNG pouvait demander aux autorités de mener des vérifications supplémentaires. Par ailleurs, Mozambique LNG poursuivait également ses actions de formation et de sensibilisation pour prévenir la survenance de tels abus : à ce jour, plus de 5000 membres des forces de sécurité mozambicaines ont suivi des sessions de formation VPSHR. Enfin, Mozambique LNG a également suspendu le paiement des compensations VPSHR avant et après août 2021.

